



HAL
open science

Les crises économiques mondiales du système capitaliste Quels recours ? Le marché, la mondialisation, les Etats ?

Jacques Fontanel

► To cite this version:

Jacques Fontanel. Les crises économiques mondiales du système capitaliste Quels recours ? Le marché, la mondialisation, les Etats ?. 2020. hal-02525436

HAL Id: hal-02525436

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02525436>

Preprint submitted on 31 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les crises économiques mondiales du système capitaliste
Quels recours ?
Le marché, la mondialisation, les Etats ?

Jacques Fontanel

CESICE
Université Grenoble-Alpes

Pré-publication

Résumé : Dans l'économie de marché, les crises économiques se succèdent. Avec le processus de globalisation et de mondialisation, les tensions sont toujours présentes dans le temps et dans l'espace, loin d'un système optimal et bienveillant à terme que proposent les théories libérales et néo-classiques. Le rôle de l'Etat est toujours contesté dans une situation de crise, alors que le marché, sauf peut-être dans le domaine financier, est souvent épargné par les critiques. Pendant un temps, le marché est apparu comme la solution de tous les maux, mais en faisant appel à l'individualisme forcené, il détruit peu à peu les solidarités nécessaires. En 2020, la violence et l'instabilité des marchés inquiètent, avec un développement continu de scories qui défigurent les objectifs du monde marchand. Les inégalités des revenus et des patrimoines croissantes, l'évasion et l'optimisation fiscales, les contestations effrénées des biens publics, l'endettement public et privé, la dictature d'un PIB de moins en moins précis et de plus en plus aveuglant, le réchauffement climatique et la pollution croissante sont autant de facteurs qui témoignent du caractère explosif de la vie sociétale à venir dans le monde.

Summary : In the market economy, economic crises succeed one another. With the process of globalization and globalisation, tensions are always present in time and space, far from an optimal and benevolent system in the long term proposed by liberal and neoclassical theories. In a crisis situation, the role of the state is always contested; at the same time, the market, except perhaps in the financial sector, is often spared by critics. For a time, the market appeared to be the solution to all evils, but by appealing to frantic individualism, it gradually destroyed the necessary solidarities. In 2020, the violence and the instability of the markets worry, with a continuous development of slag that disfigures the objectives of the commercial world. Income inequalities and growing wealth, tax evasion and optimization, unrestrained challenges to public goods, public and private debt, the dictatorship of a GDP less and less precise and more and more blinding, global warming and increasing pollution are all factors that testify to the explosive nature of future societal life in the world.

Economic crises, inequalities, State policy, economic science, political economy, economic war.

Les crises économiques se succèdent. Les Etats comprennent qu'ils ont perdu le pouvoir d'entreprendre, les grandes firmes se sont substituées à eux. Elles ont réussi à remplacer la plupart des démocraties par une ploutocratie, l'exemple le plus frappant étant la Maison Blanche avec son Président et ses conseillers majoritairement milliardaires. Les réseaux sociaux sont fortement contestés quant à leur contenu, mais personne ne s'offusque que la plupart des journaux et des médias appartiennent aussi à d'autres hommes très riches. Certes, les journalistes cherchent à obtenir une forme d'indépendance rédactionnelle, mais le choix des personnes qui travaillent dans ces médias est fait directement ou indirectement par un dirigeant commandité par le Conseil d'administration. Dans ces conditions, comme pour l'évasion fiscale qui connaît une grande vague de prétendants riches, des spécialistes offrent leurs services pour fournir une information qui ne doit aucunement contredire les intérêts des propriétaires. Aujourd'hui, le citoyen est « cerné », dominé, par les leçons des scientifiques qui soutiennent les pouvoirs. Le procès de Galilée serait encore possible aujourd'hui. Personne ne peut s'opposer aux grands intérêts économiques. Les gouvernements sont élus pour développer des services publics et des lois de justice, mais très rapidement ils vendent les premiers aux intérêts privés et les secondes sont suivies de niches d'exemption de toutes sortes qui, évidemment, ne profitent qu'aux grandes fortunes. Le trait paraît un peu gros, et pourtant il ne l'est pas tant que cela. Aujourd'hui, le pouvoir n'appartient pas au peuple, mais à ceux qui informent, lesquels sont dépendants de ceux qui dirigent les médias et soudoient, lobbying oblige, les Parlements. Si une crise apparaît, il est alors demandé aux pauvres de soutenir encore les plus nantis.

Ainsi, les acteurs économiques qui organisaient le marché de l'immobilier ont été les principaux agents de la crise financière de 2008. Les spéculateurs n'hésitent pas souvent à parier sur l'effondrement d'un système économique si leur fortune personnelle est en jeu ou peut croître. En l'occurrence, tous les rapports officiels ont mis en évidence les erreurs, voire les méfaits, des institutions d'Etat et du secteur bancaire, lesquels sont allés aussi loin que l'irrespect des normes éthiques et juridiques. Dès lors, l'institution a sans doute construit de nouveaux garde-fous pour empêcher la cascade en dominos des économies nationales. Pour comprendre ces faits, les économistes n'offrent aucune analyse commune crédible, ils mettent en évidence des scénarios sur un « marché des idées », sur des hypothèses et postulats qui n'ont pas pour objet de décrire une réalité mais de faciliter leur propre réflexion, dans le cénacle réduit de ceux qui savaient et savent encore. Les économistes sont plus reconnus pour la qualité de leurs formulations mathématiques ou l'élégance de leurs démonstrations que pour l'utilité ou la véracité de leurs conclusions. Trop souvent, les explications rationnelles se fondent sur un passé, lequel, malheureusement, n'explique que les réalités d'hier au crible des interprétations politiques souvent partisans d'aujourd'hui. Ainsi, ces analyses sont souvent de simples jeux intellectuels ou d'actes politiques qui conduisent à réduire le champ du possible dans l'action en vue de la défense d'intérêts politiques, économiques ou académiques. Ainsi, personne ne conteste l'intérêt du PIB, l'agrégat le plus utilisé pour expliquer la bonne gestion d'un pays. Pourtant, avec la mondialisation, et l'essor des firmes multinationales, ce concept a depuis longtemps perdu de son acuité¹. Il constitue un masque des réalités économiques et sociales et produit des tâches aveugles concernant le patrimoine,

¹ Fontanel, J., Guilhaudis, J-F (2017), A propos du PIB/PNB. Les limites d'un indicateur vedette. Les risques d'un marqueur "pervers", AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales.

l'écologie, l'environnement ou le réchauffement climatique. L'idée encore aujourd'hui, c'est d'accélérer la croissance pour avoir les moyens de tenir compte de l'environnement, alors que la croissance économique pratiquée aujourd'hui conduit inexorablement à des catastrophes écologiques et climatiques à court terme.

Les théories de la crise économique internationale

Pour évacuer la question des responsabilités, plusieurs théories ont été avancées, lesquelles ne font pas spécialement honneur à l'économie politique, encore moins à ceux qui pensent que l'économie est une science.

- La théorie des « cygnes noirs » met en avant l'existence inopinée de certains phénomènes qui ne sont pas prévisibles dans le temps et dans l'espace même si l'on sait qu'ils peuvent quand même se produire, sans que nous puissions en comprendre le déclencheur. C'est le cas des crises financières. Pour plusieurs analystes, personne ne pouvait prévoir la crise de 2008. Pourtant, bien des économistes avaient annoncé cette catastrophe, mais ils étaient classés parmi les hétérodoxes, ceux qui s'écartent du courant dominant, lequel choisit parmi les siens les chercheurs et professeurs installés dans les Universités, les entreprises ou les administrations. Aujourd'hui encore, les théoriciens considèrent que ces hétérodoxes ne sont que de simples alarmistes permanents qui ont eu raison en dépit de toute rationalité. C'est ignorer un peu vite que les crises ne sont pas rares, dans de nombreux pays, chaque année, en Amérique latine, en Russie, au Japon, dans la zone euro ou celle du dollar. Comme pour la pandémie du coronavirus, tous les pays sont concernés, pays développés, pays émergents, pays en développement et le système financier se transforme en un casino géant dont les occupants s'exercent au bandit-manchot.

- La théorie des « longues traînes » considère que la distribution des erreurs répond aux règles de la loi normale, mais il est difficile de déterminer leur fréquence et surtout le moment où les instabilités du système produisent la crise. Les risques sont, a priori, difficilement calculables, notamment sa profondeur, ses localisations, sa durée. Or, les crises ou les menaces de crise sont très fréquentes, de plus en plus au fur et à mesure où la mondialisation réduit le pouvoir des Etats pour l'abandonner aux actions marchandes des firmes multinationales, lesquelles s'avèrent suffisamment fortes pour influencer les lois et les règles encore disponibles. On sait qu'il y aura une crise, mais les risques sont difficilement calculables, ainsi que la profondeur de l'écart par rapport à la moyenne attendue. Au fond, tout le modèle mis en place dans le système de globalisation économique d'aujourd'hui présuppose qu'il n'y aura pas de crise, que s'il y en a une le système de marché l'absorbera automatiquement et donc qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter outre mesure sur leur apparition. Souvent d'ailleurs, au moment de la crise, l'Etat est jugé responsable et tous les acteurs économiques lui demandent alors de trouver les solutions qu'il paiera plus tard d'un endettement croissant qui lui sera évidemment reproché comme l'expression d'une mauvaise gestion des biens publics nationaux.

- Les « bulles », c'est un phénomène physique mécanique, indiquant un phénomène quasi inévitable, un excès de production ou de spéculation qui tout-à-coup éclate, sans que ce phénomène soit prévisible, au moins à ce moment là. Ce sont pourtant des épiphénomènes, et tout redevient normal lorsqu'elles ont éclaté. Cependant, le système est supposé avoir un comportement normal, et l'éclatement de la bulle n'est pas prévisible, on ne peut la comprendre qu'après coup. Dans ce contexte, les responsables de la FED considèrent qu'il ne faut pas s'alarmer en cas de bulle, même si elles ne sont

pas inoffensives ; il est donc inutile de réglementer, d'intervenir, il faut laisser-faire. La crise finie, tout redevient normal, jusqu'à ce que de nouveaux chocs, notamment politiques, fragilisent le système et conduisent à de nouvelles crises.

- L'action économique et politique de l'Etat est souvent considérée comme l'élément déclencheur des crises. Dans le cas de la crise internationale de 2008, la loi « Community Reinvestment Act » promulguée en 1977 n'a pas respecté la libre compétition, en faisant obligation aux banques d'accorder des prêts dans toutes les localités où elles collectent les dépôts. Fannie Mae et Freddy Mac (parrainées par l'Etat, mais privées) ont acheté des prêts hypothécaires sur le marché privé pour partager les risques et refinancer les prêteurs. Ce faisant, elles ont encouragé les emprunteurs insolubles à s'engager dans des emprunts en jouissant ainsi d'une garantie implicite contre les pertes. L'intervention de l'Etat pour favoriser l'achat immobilier de familles à faible revenu a conduit inéluctablement à des financements de prêts hypothécaires non traditionnels (NTM, nontraditional mortgages), dont le défaut de paiement a été à l'origine du naufrage du système. Quand l'action publique perturbe la rationalité des acteurs économiques, les marchés deviennent inefficaces, car elle remet en cause les conditions normales d'entreprises cherchant à maximiser leurs profits. Dans l'esprit du public, Fannie Mac et Freddy Mac étaient trop importants pour connaître la faillite (too big to fail), grâce au filet de sécurité offert par les autorités publiques. Cet encouragement de l'expansion de la propriété avec les prêts hypothécaires soutenu par l'Etat a conduit à une expression généralisée d'aléa moral.

- Le système financier et bancaire ne se reconnaît pas de responsabilité particulière dans les crises économiques reprenant toujours cette fameuse théorie quantitative de la monnaie selon laquelle la monnaie serait économiquement neutre. Cependant, la monnaie n'est pas seulement un instrument d'échange et de compte, c'est aussi un instrument de réserve. Véritable « pont entre le présent et le futur » (Keynes), la monnaie dispose d'un pouvoir libérateur à l'intérieur de sa zone, elle se transforme rapidement en actifs financiers plus ou moins liquides en investissements, mais son efficacité dépend de la confiance que lui accorde (ou non) les agents économiques. Avec les Accords de Bretton Woods, le système de change fixe, décidé par le Fonds Monétaire International, était contrôlé en fait par le Trésor des Etats-Unis. En 1971, la décision du Président Nixon de revenir sur le lien entre le dollar et l'or a permis à Washington de disposer d'une devise internationale contrôlée par elle-même sur la base du « benign neglect », ce qui lui a donné une force économique et politique considérable dans les échanges internationaux.

Après avoir constitué des réserves exprimées en dollar/or, les membres du FMI ont été obligés de conserver leurs dollars, sans référence à l'or. Or, le dollar comme monnaie internationale ne répond plus aux critères économiques de cette fonction, au regard de l'importance de l'endettement public et privé des Etats-Unis. Pourtant, le système monétaire fonctionne toujours avec le dollar comme référent principal, sans doute parce que les Etats-Unis sont la première puissance économique et militaire mondiale et que le système économique américain se présente « in fine » comme le sanctuaire du capitalisme². En outre, le système mondial souffre des risques excessifs de solvabilité sur les marchés financiers et de l'absence de rééquilibrage des balances commerciales. Les Etats sont soupçonnés de mener parfois une « guerre des monnaies », à coup de

² Fontanel, J. (2017), Etats-Unis, sanctuaire du capitalisme. Un siècle de leadership américain en questions. PSEI, n°8. <http://revel.unice.fr/psei/index.html>

dévaluations successives, ce qui accroît les tensions politiques entre les pays. Dans une « guerre monétaire », les pays engagent un conflit fondé sur « l'appauvrissement du voisin » (beggar thy neighbour). En dévaluant, les Etats exportent la déflation et la récession vers leurs voisins. La monnaie n'est vraiment pas neutre et elle est susceptible de créer des conflits économiques graves. Pour Donald Trump, la Chine, le Japon et l'Allemagne (sic) maintiennent un yuan, un yen et un euro bas en vue de doper leurs exportations, ce qui érode la compétitivité américaine. Pour favoriser le « made in America », il décide d'appliquer de nouveaux droits de douane, tout en insistant auprès du Trésor et de la FED pour faire baisser la valeur du dollar. Il considère que la finance est un outil et une arme pour la sécurité nationale de son pays. Or, la puissance économique et financière de Washington n'est pas fondée simplement sur le contenu de sa production intérieure des biens et services, elle est renforcée aussi toutes les entreprises multinationales d'origine américaine disposant d'implantations disséminées dans le monde, et qui fonctionnent principalement sur la base du dollar. Cette bataille de compétitivité risque de remettre en cause le fonctionnement et les règles définies par les organisations internationales (FMI, OMC). Pékin, souvent accusé de choisir un taux de change qui lui est favorable, a pourtant tendance à suivre les variations du dollar pour définir la valeur internationale du renminbi (yuan). Avec l'action protectionniste de la Maison Blanche, la confiance dans le dollar peut évoluer et remettre en cause les règles internationales qui prévalent aujourd'hui.

- La création de l'euro a marqué l'histoire monétaire, car plusieurs pays ont délibérément abandonné leur souveraineté monétaire au profit d'une institution supranationale. Il a fallu greffer un Pacte de stabilité, avec la mise en place d'une discipline économique acceptée par tous les Etats membres, afin de donner des signes forts de confiance mutuelle. La Banque européenne a pour fonction **de** contrôler les tensions inflationnistes de la zone euro. La « théorie de l'engrenage » devait favoriser une cohésion des politiques économiques des Etats membres. Aujourd'hui, l'euro se présente comme un facteur supplémentaire de réduction des tensions internationales, c'est un instrument de paix, au moins à l'intérieur de la zone considérée. Il a sans doute protégé l'Europe de nombreux chocs externes, concernant notamment le terrorisme, les guerres en Irak et en Afghanistan, les crises financières récurrentes, les évolutions erratiques des prix pétroliers, car il a évité le ballet permanent des dévaluations et réévaluations à l'intérieur de la zone. Cependant, l'Allemagne est le principal bénéficiaire des rapports de force économiques et politiques du système mis en place, car les hétérogénéités économiques et sociales des Etats Membres n'ont pas été prises en compte. Or, l'Europe ne peut négliger plus longtemps les politiques « sociales ». Le risque n'est plus dans le potentiel de guerre entre les Etats de la zone, il est dans l'expression des luttes politiques sociales nationales, susceptibles de s'élargir à d'autres pays membres de la zone, fondées sur le rejet de l'Europe, de l'euro et de la globalisation. La guerre sociale et politique est alors susceptible de remettre en cause les adhésions des peuples aux systèmes monétaires internationaux existants.

- La crise économique est aussi le résultat de l'accroissement croissant des inégalités³. Karl Marx en avait déjà fait la base de la crise capitaliste, avec le principe de

³ Saez, E., Zucman, G. (2020), *Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*, Le Seuil, Paris. Fontanel, J. (2016), *Inégalités et pauvreté dans les pays riches. L'exemple des Etats-Unis*, CESICE, Université Pierre Mendès France, Grenoble. 2016, Reich, R. (2015), *The Political Roots of Widening Inequality*, *The American Prospect Magazine*, Spring.

paupérisation relative (agrandissement des écarts de revenus et patrimoines entre des riches de plus en plus riches et les prolétaires) et absolue (les prolétaires deviennent de plus en plus pauvres et en sont réduit à vivre avec un revenu égal au minimum vital, celui qui permet seulement de reconstituer sa force de travail). La crise peut apparaître à la suite d'une répartition des revenus et des patrimoines de plus en plus inégalitaires. Il ne s'agit plus de mettre en avant le minimum vital, la misère ou la faim, il s'agit d'un système qui crée des besoins marchands continus que la grande majorité des consommateurs potentiels sont dans l'incapacité d'acheter sans emprunt à la consommation, rendant leur situation économique et sociale encore plus précaire dans l'avenir. L'endettement transforme le mode de vie des personnes, obligées de faire face à des remboursements de plus en plus difficiles. En outre, l'Etat n'est plus toujours en mesure de maintenir l'éducation pour les enfants des milieux défavorisés, car l'impôt et les prestations sociales sont fortement rejetés par les forces vives et riches de la Nation qui influencent et même s'approprient parfois les décisions politiques, économiques et sociales des autorités publiques, au nom de leur compétence dans l'économie de marché.

La victoire de la croissance nationale à tout prix du keynésianisme

Au XIXe siècle, l'économie était bien la science lugubre. Pour Ricardo ou Malthus, à terme, les salaires étaient sensés, à terme, ne plus s'élever durablement au-dessus du minimum vital, celui de la subsistance. Dans cette analyse, les machines diminuent le prix des marchandises et raccourcissent relativement le temps de travail des hommes, afin de créer une armée de réserve. Dans ce contexte, compte tenu de la loi de la population, les gains conjoncturels des ouvriers ne peut être que transitoires. L'économie stationnaire est l'avenir de l'homme, une société où le minimum vital est tout juste assuré pour les survivants. Marx inclura à la fois la fin inéluctable du capitalisme rongé par des inégalités si croissantes qu'elles seront la cause de la révolution des prolétaires pour construire d'abord un socialisme, puis le communisme.

Le XXe siècle sera à la fois des instants d'extrêmes barbaries et de guerres, mais aussi un moment de sauts épistémologiques incontestables. Les capacités humaines se sont développées avec les destructions créatrices et l'effondrement du régime d'accumulation victorien. Avec l'émergence du socialisme, la planification ce n'était plus le marché à déterminer l'ensemble des prix et des salaires, le contrôle plus ou moins affirmé de l'Etat était alors revendiqué. Après la seconde guerre mondiale, les économies connurent des années fastes, les fameuses 30 glorieuses. Les Etats-Unis sont alors devenu le pays le plus puissant du monde économiquement, culturellement, militairement. L'énergie était bon marché, les Blancs étaient dominants, les taux d'intérêts relativement faibles, un seul travail par famille suffisait, les emplois étaient syndicalisés et protégés. Les progrès sanitaires ont inexorablement fait monter l'espérance vie de tous les citoyens, même si des disparités non négligeables existent encore selon les catégories sociales.

Les économistes avaient un regard sur la croissance à long terme, en utilisant quatre variables essentielles, la croissance démographique, les changements technologiques, l'épargne et l'investissement. La première variable était, à court terme, jugée constante. La technologie était supposée dépendre de la science et des inventions souvent issues des laboratoires de l'Etat, mais il s'agissait alors d'un choc « exogène » qui n'était que très difficilement inclus dans l'analyse elle-même. De ce fait, les économistes ont d'abord privilégié la relation entre l'épargne et l'investissement, avec la fameuse évidence la fameuse « règle d'or » selon laquelle si l'épargne est une fuite du circuit de la consommation, il en faut cependant suffisamment pour engager les investissements nécessaires. Le taux d'intérêt, ce pont entre le présent et l'avenir, déterminait le choix

entre les fonds prêtables ou la préférence pour la liquidité. Aucune référence n'apparaissait concernant la répartition des revenus et des patrimoines, elle était supposée n'être qu'un résultat issu du mode de production lui-même fondé sur la concurrence et les complémentarités entre les travailleurs eux-mêmes et les machines. D'ailleurs, les économistes limitaient toujours leurs raisonnements aux deux facteurs de production essentiels, le travail et le capital. La croissance était alors supposée sans limite, il suffisait, selon la théorie de Rostow⁴, atteindre le niveau du décollage économique pour engager l'économie nationale à travers tous les stades de développement, et notamment celui de la consommation de masse dans son apogée éternelle. Les modèles de croissance étaient de nature « dichotomique ». Les banques et les établissements financiers n'étaient considérés que de simples intermédiaires, sans influence sur la croissance réelle. La réglementation bancaire n'était pas toujours très suivie, sauf peut-être pour protéger les épargnants, avec l'existence de banques de dépôts.

Dans ce contexte, la croissance régulière était revendiquée dans le cadre d'une société équitable. Chaque facteur de production était payé à son efficacité marginale, ce qui supposait par ailleurs que les rendements d'échelle étaient toujours constants (ce qui est une autre hypothèse héroïque). Les salaires dépendaient, pour les fonctionnaires des indices fixés par l'Etat, et pour les entreprises privées par une négociation entre les syndicats et les propriétaires, toujours sur la base de la productivité marginale de l'ensemble des salariés. Si les innovations faisant l'objet de brevets, ils donnaient à leurs dépositaires, pour un temps relativement long, une situation de monopole. Cependant, l'Etat contrôlait par les « lois antitrust », L'Etat contrôlait leur fonctionnement lorsque cette place dominante faussait le système de la concurrence. Cela n'était pas toujours vérifié, bien sûr, mais c'était toujours possible, au cas où !

L'action de l'Etat était bien revendiquée, notamment avec la politique dite de « fine tuning », qui avait pour utilité de manœuvrer finement les outils de la politique économique afin de maintenir le système dans la voie de la croissance économique et de produire. Pour les Keynésiens, il s'agissait pour l'Etat d'engager des politiques structurelles de stabilisation contra cyclique destinées à soutenir la croissance dans les périodes de crise économique. Dans ce contexte, l'Etat était d'abord considéré comme le gendarme d'un marché, chargé de faire respecter les lois économiques, de présenter un budget en équilibre (pour éviter les effets d'éviction) et produire quelques « biens publics » comme les routes, l'éducation ou un système de santé. Il incombait à l'Etat d'assurer le plein emploi, une revendication qui était nouvelle pour les économistes. Avec la courbe de Phillips, l'Etat était interpellé sur le choix à faire entre un peu plus d'inflation pour un peu moins de chômage et vice versa. Simon Kuznets⁵ considérait même qu'après la transition de l'agriculture vers l'industrie, les inégalités sociales diminueraient, notamment grâce à l'action de l'Etat providence de type social-démocrate. L'action de l'Etat pour une redistribution des revenus était souvent exigée par les Parlements démocratiques, mais son utilité n'était pourtant pas acceptée par les vainqueurs de la compétition économique internationale. Il en a résulté des politiques d'optimisation fiscales ou des actions de lobbying en faveur des firmes qui ont contrevenu à la recherche d'une démocratie économique et sociale. Les politiques budgétaires qui avaient aussi pour vocation de réduire partiellement les inégalités déstabilisantes ont été contestées et il sera principalement demandé à la politique monétaire de lutter contre les seules tensions inflationnistes.

⁴ Rostow, W.W. (1970), *Les étapes de la croissance économique*, Le Seuil, Paris.

⁵ Kuznets, S. ((1955), *Economic Growth and Income Inequality*, *American Economic Review*, mars. Vol 54(1).

Avec le processus de la mondialisation, le rôle des Etats dans le domaine de l'économie internationale est fortement contesté. Les organisations économiques internationales cherchent à réduire le potentiel de crise économique internationale, mais leurs moyens et leur rôle ne leur permettent pas d'être efficace selon les contextes. Ces analyses n'intégraient pas la rareté des ressources naturelles, leurs coûts, la pollution, le changement climatique, la répartition des richesses, les violences étatiques ou la qualité biologiques des produits. Les ressources des matières premières et énergétiques étaient jugées infinies. Ma notion de pic du pétrole s'est progressivement fait une place dans la littérature économique, mais les réserves ont été redécouvertes, ce qui a eu pour résultat l'enterrement pur et simple d'un problème qui est pollué par les intérêts des grandes firmes pétrolières. De même, les économistes n'ont que trop peu accordé d'attention à la décolonisation, aux guerres, aux armes économiques, à l'influence de l'URSS sur de nombreux pays, à l'exercice de la domination du dollar, à la mise en place d'un marché commun européen ou aux actions des organisations économiques internationales.

Au fond, les économistes utilisent des modèles sont les hypothèses étaient éloignées des conditions réelles de la production et de la redistribution des revenus. La recherche de la croissance à tout prix a rejeté les objectifs d'équité et de répartition optimale des patrimoines. La course vers le « toujours plus » est toujours engagée. Il y a donc crise lorsque la croissance n'est plus au rendez-vous, quelle que soit son contenu, son intérêt pour les générations futures, ses perdants du système concurrentiel et leurs affidés. Croître est la solution à tous les problèmes, et cette croissance s'exprime par le Produit Intérieur Brut, lequel est parfois accompagné d'une estimation assez floue du chômage. La croissance économique est devenue une norme, une nécessité normale mais aussi implacable. Elle est supposée à terme se répartir sur toute la population, avec la théorie du « ruissellement ». Or, pour Deleuze et Guattari, le capitalisme est schizophrénique⁶. « Le manque est aménagé, organisé dans la production sociale. Il est produit par l'instance d'antiproduction qui se rabat sur les forces productives et se les approprie. Il n'est jamais premier. La production n'est jamais organisée en fonction d'un manque antérieur, c'est le manque qui vient se loger, se vacuoliser, se propager, d'après l'organisation d'une production préalable. C'est l'art d'une classe dominante, cette pratique du vide comme économie de marché : organiser le manque dans l'abondance de production, faire basculer tout le désir dans la grande peur de manquer, faire dépendre l'objet d'une production réelle qu'on suppose extérieure au désir (les exigences de la rationalité), tandis que la production du désir passe dans le fantasme (rien d'autre que le fantasme)⁷. La rareté est organisée comme condition du maintien du système et de ses privilèges. Le capitaliste accumule pour le profit et le pouvoir, il n'a jamais l'idée de servir l'intérêt général.

L'ouverture vers la globalisation prônée et dominée par les Etats-Unis

Le keynésianisme a progressivement perdu ses lettres de noblesse. L'Etat se voit retirer la gestion publique du cycle des affaires et la politique de l'emploi, même si les efforts publics subsistent dans les périodes de grande précarité. La globalisation est en train de remplir son œuvre, réduire autant que possible les interventions des autorités publiques. Pourtant, Washington a souvent conduit une politique hamiltonienne de protection et de soutien à son économie nationale. A chaque crise économique, il est fait appel aux autorités publiques américaines ou françaises pour augmenter les dépenses publiques,

⁶ Deleuze, G., Guattari, F. (1975), *Capitalisme et schizophrénie ? L'anti-Œdipe*, Les Editions de Minuit. Paris.

⁷ Idem. P. 35.

développer les subventions aux entreprises privées, engager de nouveaux travaux publics, réduire les taux d'intérêt, contrôler les prix et les salaires ou réguler la concurrence internationale. L'essor de la globalisation a été renforcé, par la récolte de l'OPEP en 1973, organisation des exportateurs de pétrole qui ont recouru à un embargo, puis à des quotas, pour obtenir une multiplication par 4 (quatre) des prix de leurs matières premières, afin de récupérer une partie de la rente à leur profit. Il en a résulté une perte de pouvoir d'achat pour les pays industriels non producteurs de pétrole et des revenus faramineux pour quelques potentats du Golfe Persique. Il en a résulté une récession, même si des masses considérables de placements des pays exportateurs de pétrole s'installèrent dans les pays développés. Le choix pétrolier modifiait ainsi les rapports de force. Les ressources naturelles redevenaient essentielles à la croissance mondiale, les économistes ne pouvaient plus l'ignorer par commodité d'analyse. Les Etats-Unis connurent alors une crise économique qui va modifier profondément à terme le processus de développement économique, même si la « croissance à tout prix » était toujours la norme principale d'action. Washington engagea une politique mercantiliste de dévaluation du dollar afin d'améliorer sa balance commerciale, d'accroître la compétitivité des entreprises et de mener une politique plus protectionniste, malgré sa défense officielle du libre-échange et la puissance du système financier national. En payant le pétrole en dollar (créances du Trésor public libellés en dollars), le pétrole a été payé par une carte de crédit dont la facture n'a jamais été réglée par Ronald Reagan. C'est dans ce contexte que le monétarisme de Milton Friedman s'est imposé pour combattre l'inflation, laquelle est le facteur principal du chômage par la perte de compétitivité qu'elle produit sur les entreprises nationales. La stabilité des prix, l'économie de l'offre (avec une fiscalité incitative reportant l'impôt sur la consommation plutôt que sur l'épargne) et le libre jeu du marché se substituèrent alors comme objectif à la doxa keynésienne. Il est alors état d'une recherche de confiance, d'anticipations rationnelles, d'incitations. Le Rapport Meadows du Club de Rome sur les limites de la croissance avait pourtant déjà lancé un appel très fort sur les conséquences d'une production sans cesse croissante. Ce défi ne fut pas repris par les économistes, qui rejetèrent même l'idée de limites à la croissance confiants dans la capacité des hommes à trouver des solutions inventives aux problèmes posés dans l'avenir.

A son arrivée, Ronald Reagan a eu pour ambition de rétablir la puissance américaine, déjà fortement mise à mal avec les taux de changes variables, la révolte de l'OPEP, la crise en Iran avec la chute du shah et l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny et la reconnaissance de la primauté militaire de l'URSS. Il s'agissait aussi de préserver le niveau et le mode de vie des Américain, au moins dans les discours officiels. La FED, dirigée par Paul Volcker, a conduit une stratégie fondée sur le taux d'intérêt mondial du dollar, comme une arme pour dévaloriser progressivement les nouveaux cours du pétrole. Lorsque le prix du pétrole, dont dépendaient presque toutes les économies nationales, a augmenté, la plupart des pays se sont endettés auprès du système bancaire des Etats-Unis, à l'exclusion de l'URSS, de la Chine et de l'Inde. Sous la pression des taux d'intérêt élevés, le dollar a repris sa valeur. Les pays en développement se sont considérablement endettés et ils ont été conduits à réduire leurs prix des matières premières nationales. Un programme de réduction d'impôt et un fort programme de dépenses militaires (notamment avec l'ouverture du programme IDS, Initiative de Défense Stratégique) a relancé l'économie américaine. La hausse des taux d'intérêt et celle du dollar ont provoqué un fort déficit commercial, mais l'économie mondiale, privée du rapport entre le dollar et l'or des Accords de Bretton Woods, a continué à faire des réserves en bons du Trésor dollars (ce qui normalement n'est guère justifié par la théorie néo-classique sans le recours aux rapports de force politique favorables à

Washington. Dans ce contexte, le prix du pétrole va diminuer ce qui va considérablement affaiblir l'URSS, incapable d'investir encore plus dans un complexe militaro-industriel qui aura été sans doute le facteur dominant de l'épuisement économique de l'Union soviétique. Avec la concurrence internationale, les prix et les salaires ont été contenus et « l'American Way of Life » a été maintenu par le seul endettement accru des ménages. Avec l'effondrement de l'URSS, nonobstant la question des salaires moyens et faibles stagnants et la guerre au Koweït contre l'Irak, la situation économique des Etats-Unis s'est rapidement améliorée, grâce à une libéralisation des marchés financiers, à l'essor des activités de service et à la généralisation des postes informatiques.

La science économique de l'école de Chicago s'est imposée dans le monde. Elle devenait de plus en plus simpliste dans les faits et absconse dans ses démonstrations, bardées de mathématiques sophistiquées dont l'objet n'était pas « d'instruire, mais d'intimider »⁸. L'économie n'avait que faire des réflexions géopolitiques, géophysiques, financières. Les agents représentatifs sont parfaitement identifiables, semblables, immuables. Sur cette base, il s'agissait alors de déterminer un équilibre mondial « sans frictions ». Sur cette base, des hypothèses plus réalistes étaient introduites à la marge, en vue de greffer un peu de l'économie réelle dans ce monde d'anticipations rationnelles. La pensée néoclassique et monétariste dominante rejetait alors toutes les analyses qui n'utilisent pas les postulats, axiomes et hypothèses de base. Les conflits, les guerres, les menaces de guerre, les conflits internes, tout cela n'inquiète pas les économistes, malgré le chemin plus que millénaire des guerres dans le développement des économies les plus puissantes. La « pax americana » a cherché d'abord à liquider les empires historiques, de lutter contre le communisme de l'URSS et de repousser les tensions révolutionnaires. La stabilisation financière des Etats-Unis doit beaucoup à sa position impérialiste qui lui permet de bénéficier, sans coût, de grands déficits commerciaux, grâce à l'émission des bons du Trésor. Les bons d'Etat américains restent toujours un refuge, ils sont plus puissants que les moyens militaires pour valoriser la puissance des Etats-Unis⁹. Cependant, quand les ressources naturelles deviennent rares, l'espace temps se réduit et les conflits sur la répartition des richesses s'intensifient. Les politiques de l'Etat influence alors le comportement des acteurs économiques.

Cette période est marquée par l'avènement irrésistible des technologies numériques... Le progrès technique n'a pas toujours cherché à diminuer la fatigue quotidienne de l'homme, il a pour but d'accélérer les profits. Les technologies nouvelles cherchent à économiser les coûts de la main d'œuvre, notamment avec les équipements numériques¹⁰. Les revenus sont alors monopolisés par les propriétaires des entreprises et les pays développés connaissent alors une pression à la baisse du coût du travail. Pour Schumpeter, la technologie détruit au moins autant d'emplois qu'il n'en crée. C'est le processus de destruction créatrice. On embauche de nouvelles compétences, on détruit d'autres emplois traditionnels. La révolution numérique met des pans entiers de l'économie à l'état de friches industrielles, mais il s'agit, pour répondre aux règles de gestion fixées au début du XIXe siècle par Ford, de biens que la classe ouvrière peut acheter¹¹. En outre, l'obsolescence programmée permet d'accroître les profits sur le long terme. Les logiciels ont une durée de vie infinie il faut les rendre obsolètes. Cependant, la

⁸ Galbraith, Op. Cit.

⁹ Gordon, R. (2012) Is US Economic growth over ?, Working Paper 18315, NBER, Cambridge, MA, August.

¹⁰ Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : Réalités, apports et dangers, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

¹¹ Luttwark, E.N. (1999), Le turbo-capitalisme, Odile Jacob, Paris.

valeur à conférer à un service, le fameux surplus du consommateur, n'est pas vraiment connue et un service sans prix disparaît du calcul du PIB. Le résultat net de ce type de cette technologie fait apparaître un choix plus favorable au capital par rapport au travail et l'essor incontrôlable des inégalités sociales lors du retour de la croissance. Chaque génération a connu ces révolutions épistémologiques et la crise. Cependant, les technologies numériques connaissent des baisses de prix constantes et elles économisent du travail et du capital. Pour Robert Gordon, il y a aujourd'hui un épuisement progressif des possibilités qui va mettre fin à la croissance. Le smartphone n'est qu'un modèle réduit du téléphone, il n'apporte rien à la survie, à la santé et très peu au confort collectif. Quel est l'intérêt de Twitter ou de Facebook ? Il est difficile de faire un constat intergénérationnel. Les économistes en sont revenus à leurs schémas anciens, à un moment ou à un autre, la situation va se rétablir, mathématiquement au moins. L'évolution cyclique est une hypothèse incontournable. Pour les uns, il faut attendre les nouvelles opportunités, pour les autres il faut agir, établir des plans de stimulation qui rétabliront la situation. Or, contrairement aux dires des keynésiens, une hausse des dépenses ne conduit pas nécessairement à de nouveaux emplois, surtout si cet argent est utilisé au désendettement, à des technologies de type « labour saving » ou à l'achat de produits étrangers. Les économistes libéraux considèrent que le rôle de l'Etat dans la sphère économique est discutable et souvent peu efficace au regard des capacités naturelles des marchés de s'autoréguler.

En revanche, s'il existe une forte défiance quant à sa capacité à engager des décisions de politique économique satisfaisante, l'action de l'Etat gendarme est revendiquée, aussi bien en interne qu'au niveau international. L'Etat est souvent accusé de n'avoir pas su protéger ses citoyens, mais en même temps il devient un recours pour lutter contre les effets de la crise.

Après l'effondrement de l'URSS, les Etats-Unis sont redevenus la superpuissance militaire et économique. Les capitaux ont afflué vers les Etats-Unis et les nouvelles technologies digitales ont commencé leur prodigieuse ascension. La situation économique des Etats-Unis s'est rapidement améliorée, grâce à une libéralisation des marchés financiers, à l'essor des activités de service et à la généralisation des postes informatiques. Les Etats-Unis se sont servis de sa force pour éviter de parler des limites de la croissance. Washington a toujours su que les autres pays n'atteindraient pas le niveau de vie des citoyens américains. Pendant ce temps, l'Europe s'unissait, s'élargissait, s'ouvrait. L'Allemagne se réunifiait et les pays du Pacte de Varsovie tournaient le dos à la Russie et s'ouvraient à l'Occident et à l'OTAN. La politique des Etats exerçait une grande influence sur les décisions des autres acteurs économiques.

La puissance militaire joue un rôle central dans l'économie mondiale. La « Pax americana », malgré les échecs du Vietnam, est toujours bien vendue nationalement et internationalement. Cependant, la puissance militaire a perdu son pouvoir destructeur ultime, l'arme nucléaire ne peut guère fournir la victoire contre un pays récalcitrant, tout au plus peut-elle l'empêcher de nuire. Cependant, l'empire américain permet de lutter contre l'anarchie mondiale et il fait respecter l'ordre. Les instances internationales sont au service des Etats-Unis¹². Les Etats-Unis ont soutenu la reconstruction de l'Allemagne et du Japon en vue de lutter plus efficacement contre l'URSS. L'indépendance nationale de nombre de pays était surtout feinte. Après la guerre du Vietnam, jusqu'en 1991 et la guerre contre l'Irak, les USA ont résisté à l'emploi de la force, même si Grenade et Panama sont deux contre exemples. L'Afghanistan, puis à nouveau l'Irak, ont validé

¹² Ferguson, N. (2004), *Colossus : The Price of America's empire*, Penguin Press, NY. Fontanel, J. (1995), *Les organisations économiques internationales*, Masson, Paris

l'hypothèse de l'hyperpuissance américaine dans une conquête d'occupation. Cependant, les résultats n'ont pas été à la hauteur de l'optimisme affiché du fait principalement de l'accueil hostile de la population autochtone, d'un armement inadapté, du coût d'une armée technologique qui ne considère plus ses militaires comme de la « chair à canons » et de l'impossibilité d'engager une politique d'occupation de ces territoires. Dans ce contexte, une guerre n'est plus vraiment gagnable, elle coûte trop cher ou alors elle détruit tout. L'échec américain en Irak et en Afghanistan a bien été enregistré, les coûts se sont concentrés sur les coûts d'opportunité, notamment les investissements sociaux. Les crises économiques restaient contrôlées, mais les économies nationales restaient instables¹³.

En 2008, la crise économique et financière a frappé toutes les économies nationales, ce qui a soulevé à la fois la question des responsabilités, des moyens pour sortir de cette récession et du rôle de l'Etat. Toutes les règles de bonne gestion qui avaient donné tant de « crédit » aux économistes libéraux sont alors abandonnées et le système mondial est alors contraint à modifier les principes de l'optimum pour sauver ce qui peut d'abord être sauvé. Jusqu'à présent, les Etats ont préféré sauver les banques plutôt que les salaires, preuve s'il en est que le pouvoir d'Etat n'est pas aussi démocratique qu'annoncé dans une République. L'Etat a le pouvoir de choisir l'investissement (avant la consommation) par la force, mais il peut aussi laisser une génération épuiser les ressources nécessaires aux générations futures. Au fond, un choix démocratique peut aussi conduire à un effondrement économique.

La crise financière de 2008

Pour expliquer cette situation, il est nécessaire de rappeler les grands mouvements économiques d'alors. L'essor de la finance internationale, dominée par les Etats-Unis, a été considérable et elle n'a pas été contrôlée¹⁴. Les firmes et banques internationales ont obtenu la déréglementation, la désintermédiation et le décloisonnement des marchés nationaux. Les fraudes financières ont été alors facilitées, notamment les fameux prêts Ninja (No INcome, no job Assets), une contrefaçon et une forme de blanchiment réalisée avec le concours des agences de notation et des banques de dépôt et d'affaires complices. Il s'agissait de mettre en place un objet contrefait, en cachant sa provenance et en lui donnant un certificat d'authenticité et en plaçant à Wall Street. Le risque de défaut a été rendu difficile à considérer par l'achat de CDS (crédit-default swaps) qui ont fait croire aux clients des banques que leurs investissements couraient très peu de risques. Les produits dérivés ont fait la fortune des uns a fait la ruine des autres. Si la titrisation a des vertus, ceux qui l'utilisent ne sont pas nécessairement vertueux, notamment lorsque de hauts rendements sont attendus des opérations ainsi engagées. L'aléa moral est alors poussé au plus faible point d'intensité et la responsabilité sociale des banquiers est alors volontairement supprimée. La fraude et la déformation des faits étaient constantes dans la plupart des dossiers, seul le profit compte. Les titres dérivés ont trouvé alors des acquéreurs dans le monde entier. Cela a créé un environnement permissif sans moralité. Les instances comme la FED n'ont pas souhaité intervenir et toutes les barrières et protections antérieures ont été ainsi démantelées. Pour Stiglitz¹⁵, la prédation financière a été la règle, celle des riches contre les pauvres en faisant fi de toute considération morale.

¹³ Foster, J.B., McChesney, R.W. (2012), *The Endless Crisis : How Monopoly-Finance Capital Produces Stagnation and Upheaval from the USA to China*, Monthly Review Press, NY.

¹⁴ Fontanel, J. (2005), *La globalisation en « analyse »*. Géoeconomie et stratégie des acteurs, L'Harmattan, Paris, p. 250 et s.

¹⁵ Stiglitz (2010) *Le triomphe de la cupidité*

D'ailleurs l'école de Chicago ne considère-t-elle pas que l'objectif de tout investisseur est de faire du profit, en toute liberté, sans contrainte étatique, car l'hypothèse de rationalité parfaite des agents est toujours bien présente dans les choix de tous les agents.

Dans ce mouvement de mondialisation des actifs financiers souvent libellés en dollars, le triomphe de la cupidité¹⁶ qui porte aussi sur l'information asymétrique conduit les initiés à bénéficier de profits indus. L'exercice du jeu de casino sur l'épargne des autres favorise les crises d'endettement. La crise financière n'est pourtant trop souvent qu'une manifestation des crises réelles. Plusieurs économistes hétérodoxes ont tiré la sonnette d'alarme, de Baran et Sweezy à Minsky¹⁷. Pour Minsky, la stabilité intrinsèque du système capitaliste pose question, car les opérateurs cherchent toujours des rendements élevés, malgré l'importance des risques. Les paris spéculatifs, financés par des emprunts, transforment les positions couvertes en des positions aléatoires, mais très profitables, jusqu'à ce qu'il y ait défaut de remboursement. Dans ce cas, pour éviter l'effet domino de l'effondrement total, il est fait appel à l'Etat et aux banques centrales pour éviter les effets les plus graves de la crise. De fait, d'autres articles publiés dans des revues mineures, se sont inquiétés de l'augmentation du prix des logements au regard de celui du niveau général des prix. Il peut en résulter une bulle financière qui conduit au krach. Pour d'autres économistes¹⁸, l'analyse des relations comptables des USA mettent en évidence des déficits commerciaux trop importants. Cependant, le coût de la dette a nécessité un repli financier et une chute de l'activité, de la valeur des actifs et des recettes fiscales. Lorsqu'un indicateur s'écarte de ses valeurs antérieures, le risque de crise est alors accru, ce qui a été le cas en 2001 lorsque les investissements se sont repliés, conduisant les agents économiques à prendre leurs bénéfices sur les actions en Bourse. Avec la récession, le déficit public destiné à réactiver l'économie est inévitable, favorisant un endettement public rapidement jugé trop élevé, qui conduit à des actions erratiques de réduction des dépenses publiques et d'augmentations nouvelles des impôts.

En outre, la science économique dominante n'aborde jamais la question pourtant cruciale des ressources naturelles et de l'évolution de leurs quantités disponibles et de leurs prix. Avec les grandes entreprises engagées dans des productions fondées sur des systèmes à coûts fixes, une grande vulnérabilité se dégage face aux coûts des matières naturelles, aux conflits mondiaux, aux anticipations complexes et croisées ou au terrorisme. En outre, les ressources rares sont financiarisées. En période de spéculation à la hausse des prix, les profits baissent et comme les producteurs sont étrangers il n'existe pas de rattrapage des profits, ce qui rend difficile l'estimation de la rentabilité des investissements de long terme.

La crise va débiter en août 2007, elle s'est ensuite développée jusqu'en mars 2008, avec la faillite et la vente à prix bradé de Bear Stearns. Mais les gouvernants pensaient que les problèmes étaient gérables, malgré un ralentissement de la croissance. C'est en septembre 2008 que la faillite de Lehman Brothers, la chute de AIG, la vente de Merrill Lynch et la prise de contrôle de Fannie Mae et de Freddie Mac par l'Etat que l'affolement gagna le monde. Les fonds communs de placement quittèrent les banques d'affaires pour se réfugier dans les banques de dépôts (les plus grandes) avec leurs avoirs garantis. L'accès au dollar s'est tari dans le monde, provoquant une hausse inattendue du dollar. Incapables de comprendre le mouvement profond de la crise, les économistes ne changèrent pas pour autant le contenu de leurs modèles, considérant « qu'après la pluie vient le beau temps » et que tout reviendrait à la normale du fait même des mécanismes

¹⁶ Stiglitz (2010) Le triomphe de la cupidité

¹⁷ Minsky, H.P. (2008), *Stabilizing an Unstable Economy*, McGraw-Hill, New York.

¹⁸ Godley, W., Papadimitriou, B., Zezza, G. (2008) *Prospects for the United States and the World : A Crisis that Conventional Remedies Cannot Solve*. Strategic Analysis, december.

rééquilibrants de l'économie de marché. La plupart des économistes ont suivi cette voie, soit parce qu'ils étaient payés par les banques, soit parce qu'ils souhaitaient rester dans la norme du courant dominant dans le domaine universitaire, notamment.

La FED a alors réduit le taux d'intérêt à zéro, donné des liquidités aux banques et nourrit le système financier international. Le programme de sauvetage des actifs à problème (Troubled Asset Relief Program, TARP), 700 milliards de dollars, était une décision politique, une forme de nationalisation improvisée et déguisée¹⁹. La garantie des dépôts est passée de 100000 à 250000 dollars. Le Trésor a profité du TARP pour prendre des participations dans les grandes banques, ce qui leur a fourni le capital nécessaire pour respecter les nouvelles réglementations. D'autres fonds ont été versés à Goldman and Sachs, Morgan Stanley et autres banques étrangères pour payer à leur prix nominal les dérivés sur événements de crédit du géant de l'assurance AIG. La Banque centrale elle-même a créé son propre fonds de soutien aux actifs toxiques. La FED a procédé aussi à des swaps de devises (600 milliards de dollars) avec les banques centrales étrangères, ce qui a fait monter le dollar par rapport aux grandes monnaies internationales. Ce grand sauvetage financier a permis aux banques de continuer leurs affaires, sans contrainte d'activité ni de rémunérations. Les abus ont été considérables, mais le système a bien résisté dans le cadre d'une prévarication organisée. La FED a continué ses programmes s'assouplissement quantitatifs (quantitative easing) d'achats permanents d'actifs financiers au système bancaire, notamment les titres adossés aux prêts hypothécaires. C'était plus un soutien aux banques qu'à l'économie américaine. Le plan de relance ARRA a concerné 2% du PIB pendant 2 ans. Avec sa politique stabilisatrice, le déficit public du budget fédéral a fortement augmenté. Au fond, l'Etat social a combattu cette dépression, grâce aussi à ses programmes Social Security, Medicare, Medicaid, assurance chômage, assurance invalidité, bons alimentaires, structure progressive de l'impôt sur les revenus. C'est le secteur public qui a sauvé le secteur privé, au prix d'un fort endettement.

Après la crise, il faut nettoyer les écuries d'un libéralisme irresponsable, mais la plupart des agents financiers et gouvernementaux sont responsables et, même, complices. Il s'agit même de minimiser la fraude, laquelle a permis des profits colossaux sur de mauvais actifs achetés dans le monde entier. Les autorités publiques sont directement et indirectement interpellées pour réagir, alors que les économistes se sont empressés de mettre la poussière sous le tapis pour s'auto accorder l'impunité²⁰. L'Etat serait quand même responsable de n'avoir pas contrôlé les monopoles, les fausses concurrences, les interprétations fallacieuses des libertés. La recherche de la croissance immédiate à tout prix ne met jamais en évidence les inégalités de patrimoine et de revenus, l'exploitation intensive de richesses naturelles non renouvelables ou les questions de santé relatives aux productions et consommations issues du système, sans aucune vue à long terme sur le maintien des solidarités citoyennes ou internationales. Le pillage, devenu rationnel dans un monde libertaire, produit la perte de confiance et celle-ci conduit à des processus de récession et de conflits. Les entreprises cherchent à accroître leurs profits au détriment des contribuables (évasion fiscale), des salariés (mis en concurrence avec le moins-disant), des clients (obsolescence programmée ou produits de consommation aux ingrédients douteux) ou et leurs concurrents honnêtes. L'Etat ne manque pas d'avoir aussi des responsabilités, en réduisant le nombre d'agents destinés à lutter contre l'évasion fiscale ou les fraudes à la consommation. Dans ces conditions, l'économie de

¹⁹ Galbraith, p. 210.

²⁰ Galbraith, Op. Cit., chapitre 9.

marché n'a plus de morale, ni de moteur, c'est même un facteur essentiel de la crise. L'art de la guerre financière crée ses vainqueurs et ses perdants²¹.

Les crises grecques, irlandaise, espagnole, portugaise et italienne, chacune avec ses raisons spécifiques ont été violentes. La Grèce disposait d'un secteur public trop lourd, un système fiscal inégalitaire, une culture indolente. La spéculation de l'immobilier en Irlande a échappé à tout contrôle, et l'Espagne a souffert de l'immobilier résidentiel, alors que l'industrie portugaise n'était plus pas compétitive. La zone euro a favorisé un déséquilibre commercial massif en faveur de l'Allemagne, avec une incapacité à s'ajuster au regard de la stabilité et de la rigidité de l'euro. Même dans le domaine des produits agricoles, les pays du Nord sont plus efficaces que les pays du Sud, du fait de l'avance technologique et organisationnelle. En revanche, une partie non négligeable des Allemands travaille pour des salaires très bas. Ce scénario avait été prévu par la zone euro, avec des institutions comme les fonds structurels, la BCI ou le Fonds européen d'investissement, mais leur rôle n'a pu empêcher le rouleau compresseur allemand. Lorsque les taux d'intérêt étaient faibles, les problèmes étaient solvables. Quand la situation s'est tendue, le remboursement des dettes est devenu impossible. Pour sauver les banques, des prêts leur ont été accordés, créant ainsi un passage d'une dette privée à une dette nationale. La politique allemande d'un développement industriel compétitif, avec une faible croissance des salaires et une politique macroéconomique restrictive a joué un rôle décisif²². Les banques françaises et allemandes ont prêté de l'argent. Pour l'Allemagne, toute mesure pour combattre la crise doit être acceptable par ses grandes banques. Il est alors demandé aux pays du Sud de baisser les salaires et de redevenir compétitifs. Le cadre monétaire rigide n'est pas de ce fait remis en question.

Pour les Keynésiens, il faudrait que l'Allemagne abandonne sa politique d'austérité, en augmentant les salaires et les emplois. Alors l'excédent commercial diminuera et le problème serait alors réglé dans la facilité. La zone euro s'impose une contrainte que les Etats-Unis n'ont pas, tous ses membres sont des Etats spécifiques, avec leur langue, alors qu'aux Etats-Unis le passage d'un Etat fédéré vers un autre Etat fédéré ne pose aucun problème. L'Europe n'a pas de stabilisateurs automatiques efficaces pour les Etats les plus faibles. En Europe, les dettes nationales sont dues aux banques, aux fonds de pension ou à la BCE. Les Etats débiteurs sont tenus par leurs créanciers et ils souffrent des mesures d'austérité. Il en résulte l'émigration des diplômés, le chômage, peu d'investissements importés. La zone euro veut rester « une et indivisible », mais il n'y a pas de récompense pour la vertu lorsque la sécurité est recherchée. La fin du feuilleton sur le Brexit ne manque pas non plus de fragiliser l'Europe dans son ensemble²³.

Même après la crise, de nombreux économistes, et pas des moindres, ont contesté l'action de l'Etat accusée d'entraver les marchés. Pour Alesina et Ardagna²⁴, sur la base de statistiques mondiales, les changements de politique budgétaire sont de deux ordres, soit des plans de stimulation (pour combattre la récession), soit d'ajustement (pour réduire les déficits et la dette publique). Ils concluent que les stimulations budgétaires réussies passent d'abord par des réductions d'impôts, plutôt que par une augmentation des dépenses. Puis par une réduction des dépenses. Il faut donc couper les dépenses

²¹ Gayraud, J-F. (2016), *L'Art de la guerre financière*, Editions Odile Jacob, Paris. Godin, R. (2016), *Grèce, la logique des créanciers, jusqu'au bout de l'absurde*, La Tribune, 20 juillet.

²² Devoluy, M. (2016), *L'ordolibéralisme et la zone euro*. Annales de la Faculté de Droit de Strasbourg.

²³ Fontanel, J. (2017), *La crise européenne vue par un économiste*, AFRI, *Annuaire Français des Relations Internationales.*, Volume XVIII. Guilhaudis, J-F (2017), *Relations internationales contemporaines*, LexisNexis, Paris.

²⁴ Alesina, A., Ardagna, S. (2010), *Large changes in Fiscal Policy : Taxes versus Spending*, in Brown, J.R., *Tax Policy and the Economy*, vol.24, University of Chicago Press, Chicago.

sociales. Quand il y a croissance, la pauvreté est réduite. Il y a dans ces analyses l'idée que la croissance justifie tout. L'économie n'est pas destinée à nourrir soigner et libérer les personnes, elle n'a comme objectif que de croître, sans savoir vers quoi et de quoi elle va croître. Les économistes sont parfois de simples savants fous, qui ne comprennent rien de la souffrance quotidienne des hommes. De même pour Greenspan, l'ARRA (American Recovery and Reinvestment Act) est tout aussi discutable que l'a été le New Deal de Roosevelt en son temps. La moitié du déficit d'investissement en capital après la crise s'explique par les incertitudes créées par l'Etat dans les environnements concurrentiels, financiers et réglementaires mis en place par les pouvoirs public²⁵. La question n'est pas l'enrichissement des banques voyous, ce sont les avantages sociaux qu'il faut remettre en cause. Les plans de stimulation sont financés par de la dette publique, créant des effets d'éviction. La dette de l'Etat absorbe l'épargne des particuliers et des entreprises. L'Etat donne d'une main ce qu'il reprend de l'autre²⁶. La position financière mondiale des Etats-Unis exige que l'Etat américain ait un déficit budgétaire substantiel et une dette nationale croissante, afin de fournir les actifs en dollars qu'il souhaite détenir, le taux d'intérêt restant sous contrôle de la FED. La dette ne peut plus être incontrôlable. Il n'y a pas d'apocalypse financière à attendre des Etats-Unis. Il faut surtout s'attacher à redistribuer le revenu au sein même du secteur privé, mais aussi à limiter les risques de l'inflation et de la dépréciation du dollar.

La globalisation crée de nouveaux échanges, des besoins sans cesse nouveaux, qui déstabilisent les économies nationales. La globalisation redéveloppe des formes de précarité, suivie par de périodes d'abondance et de conflits entre les Etats. L'effet du collier étrangleur²⁷ intervient lorsqu'il y a une pénurie nette d'une ressource stratégique, avec une demande supérieure à l'offre au prix souhaité et lorsqu'une manipulation de l'offre peut naître par la thésaurisation ou la spéculation. Même le pic de production pétrolière mondiale peut servir pour influencer le cours des prix du pétrole. Dans ce cas, les prix peuvent augmenter très vite, ce qui provoque une récession par la perte de rentabilité des affaires. Le choix des ressources énergétiques renouvelable est bien ancré dans l'espace du développement économique, mais elles ne sont pas encore suffisamment importantes et compétitives pour réduire cette incertitude, malgré la présence d'un nucléaire qui, à terme, pose aussi des problèmes similaires. La fracturation hydraulique n'a pas encore prouvé son intérêt dans une perspective de long terme. On ne sait pas combien de temps les produits « rentables » vont durer. Le changement climatique lui-même n'a pas d'impact sur les décisions courantes des entreprises. Ses effets sont supposés à long terme, et donc négligeables aujourd'hui. En fait, les coûts des matières premières naturelles sont au cœur de la crise financière, même si la science économique dominante n'aborde jamais cette question.

En conclusion

L'économie n'est pas autonome au regard des événements politiques, philosophiques, sanitaires ou sociologiques mondiaux. L'économie capitaliste de marché souffre de rapports de force entre les Etats, de différends, conflits et guerres économiques, malgré l'existence d'institutions internationales normalement disposées à régler les différends entre les Etats²⁸. L'économie mondiale n'est plus sous le contrôle financier et

²⁵ Greenspan, A. (2011), *Activism, International Finance*, vol 14, n°1, printemps 2011 (165-182).

²⁶ Fama, E.F. (2009), *Bailouts and stimulus plans*, January, 13.

www.dimensional.com/famafrench/2009/01/bailouts-and-stimulus-plans.html

²⁷ Galbraith, Op. Cit. p. 109 et s.

²⁸ Fontanel, J. (2019), *Différends, conflits et guerres économiques*, PSEI, Paix, Sécurité Européenne et Internationale, n°11, <http://revel.unice.fr/psei/>

militaire des Etats-Unis, même si la position financière mondiale des Etats-Unis reste enviable. Les changements technologiques radicaux détruisent les positions antérieures. Les nouvelles technologies tuent plus d'emplois qu'elles n'en créent, notamment dans le domaine de l'information. Elles réduisent le champ économique rémunéré et rentable. Les programmes de dépenses publiques ont du mal à produire des effets, sauf si la lutte contre le chômage est recherchée. Pour de nombreux économistes, il suffit d'une volonté politique face à l'insuffisance de la demande effective globale par les dépenses de l'Etat, contre les faucons du déficit et les hystériques de la dette. Cependant, les prix de l'énergie sont sinusoïdaux, avec un accaparement de la rente par quelques uns. L'instabilité des prix dissuade les investisseurs privés et ralentit l'activité économique. L'avenir du gaz de schiste crée une nouvelle instabilité eu égard à son coût de production.

Pourquoi ne pas vivre dans un monde sans croissance ? Il faut viser plutôt la croissance lente. Avec la montée des coûts des matières premières, il faut réduire l'échelle de nos dépenses, notamment publiques. A-t-on encore besoins de tanks, d'avions de combat, à quoi sert l'armée de terre, comment limiter la Navy ? De même, les banques sont des intermédiaires financiers, qui ont pour fonction initiale et primordiale de financer les entreprises et les ménages. Or, les banques servent souvent à concentrer le contrôle et le pouvoir, en utilisant des personnes très compétentes à des fins collectivement réduites en termes d'avantages collectifs. Peut-on vivre sans banque ? On pourrait nationaliser leurs fonctions ou les municipaliser ? Il faudrait repenser la légitimité des rentes économiques, des brevets et copyrights compris et modifier les droits de succession. Aujourd'hui, le monde entier est confiné. L'économie vit au ralenti et les taux de croissance vont devenir des taux de décroissance. Faut-il s'en inquiéter²⁹ ? Tout dépend de ce que l'on attend de l'économie, une course insensée vers « toujours plus » ou un retour vers les fondamentaux de la nature humaine aujourd'hui en capacité de nourrir tout le monde et de s'ouvrir au miracle de la vie.

Références

- Aghion, P. (2016), Repenser la croissance économique, Collège de France/Fayard, Paris.
- Alesina, A., Ardagna, S. (2010), Large changes in Fiscal Policy : Taxes versus Spending, in Brown, J.R., Tax Policy and the Economy, vol.24, University of Chicago Press, Chicago.
- Artus, P., Virard, M-P. (2015), Croissance zéro, Fayard, Paris
- Baran, P.A, Sweezy, P, (1966), Monopoly Capital: An Essay on the American Economic and Social Order, Monthly Review Press, NY.
- Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les organisations non gouvernementales, ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire, L'Harmattan, Paris.
- Cohen, D. (2015) Le monde est clos et le désir infini, Albin Michel, Paris.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2006). Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale, in La question politique en économie internationale (Eds. Berthaud, Kebabdjian), la Découverte, Paris.
- Devoluy, M. (2016), L'ordolibéralisme et la zone euro. Annales de la Faculté de Droit de Strasbourg.
- Fama, E.F. (2009), Bailouts and stimulus plans, January, 13.

²⁹ Artus, P., Virard, M-P. (2015), Croissance zéro, Fayard, Paris

- Ferguson, N. (2004), *Colossus : The Price of America's empire*, Penguin Press, NY.
- Fontanel, J., Bensahel, L. (1992). *La guerre économique*. Ares, Défense et Sécurité [Grenoble, Lyon], 13(4), 9-50.
- Fontanel, J. (1995), *Les organisations économiques internationales*, Masson, Paris
- Fontanel, J. (2005), *La globalisation en « analyse »*. Géoéconomie et stratégie des acteurs, L'Harmattan, Paris, p. 250 et s.
- Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014). For a general concept of economic and human security. In *The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*. Emerald Group Publishing Limited.
- Fontanel, J. (2016). *Paradis fiscaux, pays «filous»*. La fuite organisée des impôts vers les pays complices, L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J. (2016), *Inégalités et pauvreté dans les pays riches. L'exemple des Etats-Unis*, CESICE, Université Pierre Mendès France, Grenoble. 2016,
- Fontanel, J. (2017), *Etats-Unis, sanctuaire du capitalisme. Un siècle de leadership américain en questions*. PSEI, n°8. <http://revel.unice.fr/psei/index.html>
- Fontanel, J. (2019), *Différends, conflits et guerres économiques*. PSEI, Unice, 2019, n° 11 - <http://revel.unice.fr/psei/index.html>.
- Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (2019), *Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ?* Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI 2019.
- Fontanel, J. (2019), *La finance prédatrice des richesses*, CESICE, UPMF, Grenoble des richesses, 2019, hal-02151866v1
- Fontanel, J. (2017), *La crise européenne vue par un économiste*, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales., Volume XVIII.
- Fontanel, J., Guilhaudis, J-F (2017), *A propos du PIB/PNB. Les limites d'un indicateur vedette. Les risque d'un marqueur "pervers*, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales.
- Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), *La puissance des GAFAM : Réalités, apports et dangers*, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.
- Foster, J.B., McChesney, R.W. (2012), *The Endless Crisis : How Monopoly-Finance Capital Produces Stagnation and Upheaval from the USA to China*, Monthly Review Press, NY.
- Galbraith, J.K. (2015), *La grande crise. Comment en sortir autrement ?*, Le Seuil, Paris.
- Gayraud, J-F. (2016), *L'Art de la guerre financière*, Editions Odile Jacob, Paris
- Guilhaudis, J-F (2017), *Relations internationales contemporaines*, LexisNexis, Paris.
- Godley, W., Papadimitriou, B., Zezza, G. (2008) *Prospects for yhe United States and the World : A Crisis that Conventional Remedies Cannot Solve*. Strategic Analysis, december.
- Gordon, R. (2012) *Is US Economic growth over ?*, Working Paper 18315, NBER, Cambridge, MA, August.
- Greenspan, A. (2011), *Activism, International Finance*, vol 14, n°1, printemps 2011 (165-182).
- Krugman, P. (2012), *Sortez-nous de cette crise maintenant !*, Flammarion, Paris.
- Kuttner, R. (2014), *The Hidden History of Prosperity*. American Prospect, June, 3. <http://prospect.org/article/hidden-history-prosperity>
- Kuttner, R. (2015), *The Wealth Problem*, American Prospect – Spring Issue, April 15, – <http://prospect.org/article/wealth-problem>
- Luttwark, E.N. (1999), *Le turbo-capitalisme*, Odile Jacob, Paris.
- Minsky, H.P. (2008), *Stabilizing an Unstable Economy*, McGraw-Hill, New York.

Piketty, T. (2013), *la Capital au XXIe siècle*, Seuil, Paris.

Reich, R. (2015), *The Political Roots of Widening Inequality*, *The American Prospect Magazine*, Spring.

Reinhart, C.M, Rogoff, K.S (2010), *Growth in a Time of Debt*, NBER, Cambridge, MA, January.

Saez, E., Zucman, G. (2020), *Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*, Le Seuil, Paris.

Stiglitz (2010) *Le triomphe de la cupidité*, Actes Sud, Coll Babel.